

Revenus des ménages

Le revenu disponible brut nominal des ménages (RDB) aurait crû plus fortement en 2006 qu'en 2005 (+3,9 % après +3,0 %), grâce notamment à l'accélération de la masse salariale et au rebond de l'excédent brut d'exploitation (EBE) des entrepreneurs individuels. Le léger ralentissement des prestations sociales aurait été compensé par celui des impôts versés par les ménages. Les autres composantes du revenu (loyers, revenus de la propriété) seraient restées dynamiques. La décélération des prix de consommation aurait permis une accélération du pouvoir d'achat des revenus des ménages, à +2,7 % en 2006⁽¹⁾ (après +1,3 % en 2005).

Au premier semestre de 2007, le revenu des ménages resterait bien orienté, porté par le dynamisme de la masse salariale et la nette décélération de l'impôt sur le revenu. La croissance des prix restant faible, le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages augmenterait de 1,8 % en moyenne semestrielle.

Des revenus d'activité toujours dynamiques au premier semestre de 2007

En 2006, les revenus d'activité auraient été plus dynamiques qu'en 2005 (+3,9 % en valeur après +2,6 %, cf. tableau 3), du fait d'une accélération de la masse salariale reçue par les ménages mais aussi du rebond de l'EBE des entrepreneurs individuels⁽²⁾. L'accélération de la masse salariale reçue par les ménages est à relier à l'amélioration de l'emploi ainsi qu'à la vigueur du salaire moyen par tête sur le champ principalement marchand non agricole (cf. fiches « Emploi » et « Salaires »). La masse salariale versée par les administrations publiques, en hausse de 2,9 % en 2006 (après +2,2 % en 2005, cf. tableau 1), aurait conforté ce mouvement. De son côté, l'EBE des entrepreneurs individuels aurait eu une croissance particulièrement vigoureuse en 2006, s'inscrivant en hausse de 5,0 % (après +0,3 % en 2005) : ce rebond reflèterait notamment le redressement des prix de vente dans l'agriculture et la bonne santé de la branche construction.

Au premier semestre de 2007, les revenus d'activité resteraient dynamiques (+2,0 % en moyenne semestrielle), toujours soutenus par l'amélioration de l'emploi et la bonne orientation du salaire moyen

(1) Sur la période 2000-2005, la croissance moyenne du nombre d'unités de consommation par an est environ de 0,8 %. Ce concept tient compte du fait que certains types de consommation sont partagés au sein d'un ménage (appareils ménagers par exemple) : c'est donc celui qu'il convient de retenir pour construire une estimation de l'évolution moyenne du niveau de vie de chacun. Pour information, la croissance moyenne sur la même période du nombre d'habitants est de 0,6 % par an et la croissance moyenne du nombre de ménages est de 1,3 % par an. La croissance du pouvoir d'achat serait donc en 2006 de l'ordre de 1,9 % par unité de consommation (2,1 % par habitant et 1,4 % par ménage). Le champ de cette note porte sur les évolutions des revenus de l'ensemble des ménages, concept pertinent pour l'analyse macroéconomique.

(2) L'excédent brut d'exploitation (EBE) des entrepreneurs individuels est le solde du compte d'exploitation des entreprises individuelles. Il s'agit d'un revenu mixte puisqu'il rémunère le travail effectué par le propriétaire de l'entreprise individuelle et éventuellement les membres de sa famille et contient également le profit réalisé en tant qu'entrepreneur.

Tableau 1
De la masse salariale des entreprises non financières à celle reçue par les ménages

	évolution en %									
	Moyennes semestrielles						Moyennes annuelles			
	2004		2005		2006		2007	2004	2005	2006
	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.			
Entreprises non financières (ENF) (66 %)	2,1	1,8	1,4	1,8	2,5	1,6	2,4	3,9	3,2	4,2
dont : Salaire moyen par tête	2,1	1,6	1,2	1,6	2,0	1,1	2,0	3,9	2,8	3,4
Entreprises financières (5 %)	0,7	1,5	1,8	1,5	1,3	1,3	2,1	2,2	3,3	2,7
Administrations publiques (24 %)	1,1	0,4	1,3	1,5	1,5	1,3	0,9	2,2	2,2	2,9
Ménages hors EI (2 %)	2,8	5,3	2,3	4,0	1,1	2,2	1,2	7,4	7,0	4,2
Masse salariale brute reçue par les ménages (100 %)	1,8	1,5	1,3	1,7	2,1	1,5	1,9	3,5	3,0	3,8
dont : Secteurs concurrentiels non agricoles	1,8	1,5	1,5	1,7	2,4	1,5	2,3	3,4	3,2	4,1

■ Préviation

N.B. : les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 2002.

Source : Insee

par tête dans les secteurs marchands non agricoles (cf. tableau 1 et graphique 1). La masse salariale versée par les administrations publiques décélérerait légèrement. Toutefois, l'EBE des entrepreneurs individuels resterait vigoureux, porté notamment par la progression soutenue des prix dans la construction.

Des prestations sociales en accélération début 2007

En 2006, les prestations sociales reçues par les ménages auraient légèrement ralenti (+3,6 % après +3,9 % en 2005, cf. tableau 2). Ce mouvement aurait été dicté par les prestations de Sécurité sociale, qui auraient progressé de façon plus modérée qu'en 2005 (+3,5 % après +4,8 % l'année précédente) : l'évolution des prestations vieillesse (avec les départs en retraites anticipées) et famille (avec la montée en charge de la prestation d'accueil du jeune enfant) aurait été soutenue, mais

celle des prestations maladie aurait été plus faible, en raison notamment de la baisse des indemnités journalières versées pour les arrêts de maladie. En outre, l'amélioration de la situation sur le marché du travail en 2006 (cf. fiche « Chômage ») aurait conduit à un tassement des allocations chômage.

Au premier semestre de 2007, les prestations sociales seraient à nouveau en accélération, sous l'impulsion notamment des prestations vieillesse, qui croissent de plus en plus avec l'arrivée à l'âge de la retraite des générations du baby boom.

Les recettes de prélèvements obligatoires, dynamiques en 2006, décéléreraient nettement en 2007

En 2006, les prélèvements obligatoires auraient enregistré une croissance dynamique. En particulier, les recettes des impôts versés par les ménages auraient progressé de 5,6 % (après +6,8 % en

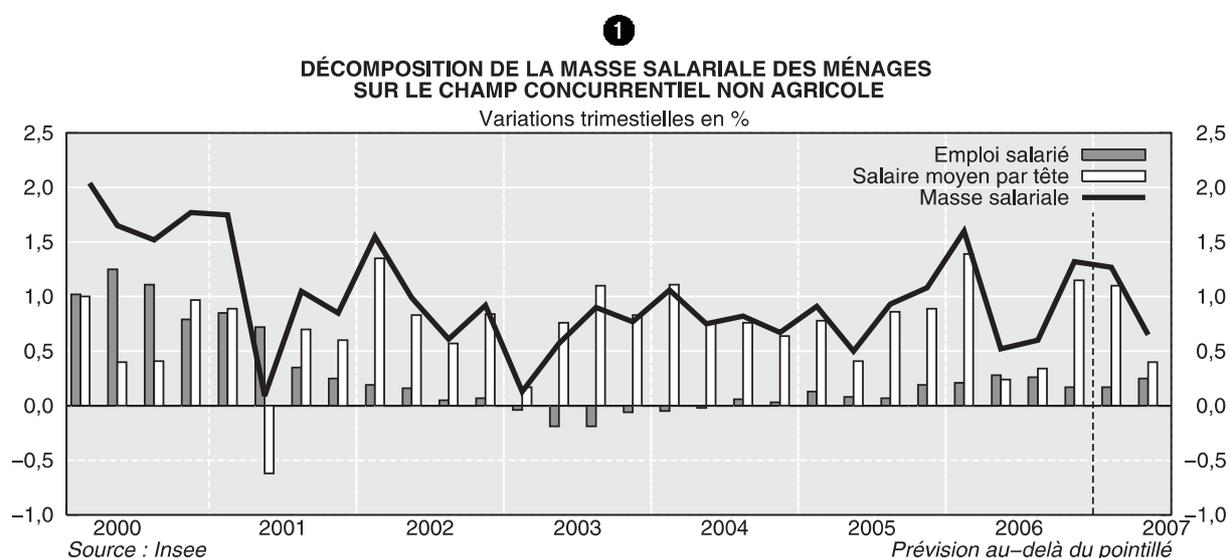


Tableau 2
Les transferts sociaux reçus et versés par les ménages

	évolution en %									
	Moyennes semestrielles						Moyennes annuelles			
	2004		2005		2006		2007	2004	2005	2006
	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.			
Prestations sociales en espèces reçues par les ménages (100 %)	1,8	2,0	2,0	1,5	2,1	1,4	1,8	4,0	3,9	3,6
Prestations de Sécurité Sociale (70 %)	1,6	2,2	3,0	1,3	2,1	1,4	1,8	4,0	4,8	3,5
Prestations de régimes privés (7 %)	1,4	2,4	1,7	1,0	1,2	1,3	1,8	3,3	3,4	2,4
Prestations directes d'employeur (14 %)	2,5	2,2	-2,5	2,3	2,7	2,7	2,2	4,7	-0,4	5,3
Prestations d'assistance sociale (9 %)	3,0	0,5	2,0	2,3	1,6	-0,2	1,2	3,5	3,4	2,7
Total des prélèvements sociaux	1,7	1,3	1,9	1,9	2,4	1,9	2,1	3,1	3,5	4,4
Cotisations sociales effectives versées par les ménages (100 %)	1,7	1,2	2,5	1,9	2,4	1,8	2,1	3,2	4,1	4,3
dont : Cotisations des employeurs ⁽¹⁾ (64 %)	1,5	1,1	2,3	1,8	2,3	1,7	2,2	2,9	3,8	4,2
Cotisations des salariés (29 %)	1,6	1,7	2,8	1,7	2,6	2,1	1,9	3,1	4,5	4,6
Cotisations des non-salariés (7 %)	4,1	0,7	4,0	2,9	1,8	0,8	2,1	5,8	5,9	3,7

■ Prévision

N.B. : Les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 2002.

(1) Les cotisations employeurs sont à la fois reçues et versées par les ménages en comptabilité nationale : elles n'ont donc pas d'effet sur le revenu disponible brut.

Source : Insee

2005⁽³⁾). L'orientation favorable des revenus en 2005 et 2006 expliquerait la croissance soutenue des impôts sur les revenus (+5,2 % après +6,6 % en 2005). À cela s'est ajouté l'impact de la fiscalisation des PEL de plus de 10 ans (cf. fiche « *Éléments du compte des administrations publiques* »). En outre, la progression des recettes des autres impôts courants⁽⁴⁾ aurait encore été très rapide en 2006 (+9,4 %, après +8,6 % en 2005). La hausse des prix immobiliers aurait en effet accru les recettes d'impôt de solidarité sur la fortune, tandis que la taxe d'habitation faisait l'objet de hausses de taux.

Au premier semestre de 2007, les impôts versés par les ménages seraient en net ralentissement, du fait de la réforme du barème de l'impôt sur le revenu⁽⁵⁾ et, dans une moindre mesure, du contrecoup de la fiscalisation des PEL de plus de 10 ans. Leur acquis à fin juin serait de +2,5 %.

Les autres composantes du revenu constitueraient également un facteur de soutien au RDB

L'EBE des ménages purs⁽⁶⁾ aurait progressé de 6,0 % en 2006 (après +6,9 % en 2005) et demeurerait vigoureux au premier semestre de 2007. En outre, les revenus de la propriété auraient été dy-

(3) Les évolutions concernant les impôts et les revenus de la propriété sont présentées « hors retraitement comptable de l'avoir fiscal ». En effet, en comptabilité nationale, au lieu d'enregistrer l'avoir fiscal comme un crédit d'impôt venant minorer l'impôt sur le revenu, on considère que cet avoir fiscal majore les dividendes reçus par les ménages et on rectifie à due concurrence l'impôt sur le revenu payé. Ce traitement augmente donc d'un même montant les impôts et les revenus de la propriété. La suppression de l'avoir fiscal en 2006 induit la suppression de ce retraitement, donc un choc à la baisse sur ces deux postes qui n'a pas de signification économique. Ce retraitement comptable est quasi neutre sur le revenu des ménages (cf. encadré de la Note de conjoncture de juin 2006).

(4) Il s'agit principalement d'impôts locaux (taxe d'habitation, une partie de la taxe foncière sur les propriétés non bâties), d'une partie de la carte grise et de l'impôt de solidarité sur la fortune.

(5) Les ménages bénéficieront également de la revalorisation de la prime pour l'emploi (PPE) en 2007, mais son impact interviendrait surtout au second semestre.

(6) Loyers que les particuliers propriétaires de logement perçoivent ou pourraient percevoir s'ils mettaient leur bien en location, corrigés de la taxe foncière.

Tableau 3
Revenu disponible brut des ménages

	Moyennes semestrielles							Moyennes annuelles		
	2004		2005		2006		2007	2004	2005	2006
	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.			
Revenu disponible brut (100 %)	1,9	2,1	0,9	2,0	1,8	2,3	1,9	4,1	3,0	3,9
dont :										
Revenus d'activité (70 %)	1,8	1,4	1,1	1,6	2,3	1,6	2,0	3,3	2,6	3,9
Salaires bruts (60 %)	1,8	1,5	1,3	1,7	2,1	1,5	1,9	3,5	3,0	3,8
EBE des entrepreneurs individuels (10 %)	1,7	0,5	-0,4	0,8	3,3	2,4	2,3	2,3	0,3	5,0
Prestations sociales en espèces (29 %)	1,8	2,0	2,0	1,5	2,1	1,4	1,8	4,0	3,9	3,6
EBE des ménages purs (12 %)	3,1	3,5	3,5	3,0	3,2	2,4	2,2	6,3	6,9	6,0
Revenus de la propriété (10 %) ^(*)	2,5	2,5	4,5	-1,5	4,6	-8,4	7,9	4,9	5,1	-0,5
Prélèvements sociaux et fiscaux (-23 %) ^(*)	2,2	0,7	5,9	-1,0	5,8	-5,1	4,7	3,0	5,8	2,6
Cotisations des salariés (-8 %)	1,6	1,7	2,8	1,7	2,6	2,1	1,9	3,1	4,5	4,6
Cotisations des non-salariés (-2 %)	4,1	0,7	4,0	2,9	1,8	0,8	2,1	5,8	5,9	3,7
Impôts sur le revenu et le patrimoine (y compris CSG et CRDS) (-13 %) ^(*)	2,3	0,1	8,0	-3,0	8,2	-10,0	6,9	2,5	6,5	1,3
Revenus hors impôts	2,0	1,9	1,8	1,4	2,5	0,7	2,4	3,9	3,4	3,6
Prix de la consommation des ménages (comptes nationaux trimestriels)	0,8	0,9	0,9	0,9	0,7	0,2	0,0	1,6	1,8	1,2
Pouvoir d'achat du RDB	1,2	1,2	0,1	1,2	1,1	2,0	1,8	2,5	1,3	2,7
Pour information										
Revenus de la propriété (hors retraitement comptable de l'avoir fiscal)	2,2	2,5	2,7	2,7	2,7	2,3	2,0	4,6	5,4	5,3
Impôts sur le revenu et le patrimoine (hors retraitement comptable de l'avoir fiscal)	2,2	0,0	6,8	0,0	6,9	-2,4	2,5	2,2	6,8	5,6

■ Préviation

N.B. : Les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 2002.

Remarque (*) : la lecture des chiffres indiqués doit être faite avec prudence. En effet, ils reflètent les conséquences comptables de la suppression de l'avoir fiscal. Cette suppression et son remplacement par un nouveau dispositif ont peu d'effet sur le revenu réel des ménages, mais du fait du traitement par la comptabilité nationale de l'avoir fiscal, ils perturbent fortement les évolutions constatées des contributions aux revenus. Se reporter à la note de conjoncture de juin 2006, encadré page 82, pour plus de précisions.

Source : Insee

namiques en 2006 (+5,3 % après +5,4 % en 2005, hors retraitement comptable de l'avoir fiscal) et ils devraient le rester au début de 2007, soutenus notamment par les intérêts reçus et dans une moindre mesure par les dividendes.

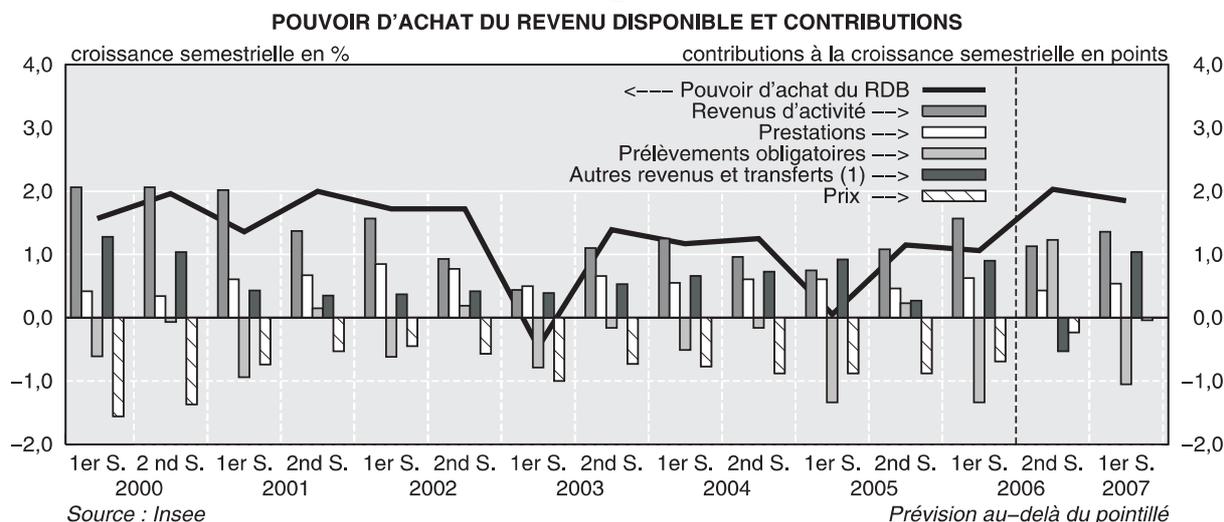
Un pouvoir d'achat du revenu disponible brut dynamique début 2007

Au total, sur l'ensemble de l'année 2006, le revenu disponible brut (RDB) nominal aurait crû plus rapidement qu'en 2005 (+3,9 % après +3,0 % en 2005, cf. tableau 3). Dans le même temps, les prix

à la consommation ont nettement fléchi (+1,2 % après +1,8 % en 2005). Ainsi le pouvoir d'achat du RDB aurait nettement accéléré en 2006 (+2,7 % après +1,3 % en 2005).

Sur la première moitié de l'année 2007, le RDB nominal des ménages croîtrait de +1,9 %. Il bénéficierait à la fois d'une bonne tenue des revenus d'activité et d'une progression plus limitée des impôts qu'en première partie d'année 2006 (notamment de l'impôt sur le revenu). La hausse des prix restant très faible par rapport à la fin de l'année passée, la croissance du pouvoir d'achat du RDB s'établirait à +1,8 %, pratiquement comme au semestre précédent (cf. graphique 2). ■

2



(1) EBE des ménages purs, revenus de la propriété et transferts courants
Remarque : ces contributions sont calculées «hors retraitement comptable de l'avoir fiscal»

Consommation et investissement des ménages

La consommation des ménages a augmenté de 2,7 % en 2006, ce qui constitue sa plus forte progression depuis six ans. Sa croissance a ainsi pleinement suivi celle du pouvoir d'achat du revenu (+2,7 %). Par rapport à l'année précédente (+2,2 % en 2005), ce sont surtout les dépenses en produits manufacturés qui ont été plus dynamiques (+ 4,2 % contre +2,9 % en 2005).

Au quatrième trimestre de 2006, une légère décélération de la consommation a certes été enregistrée (+ 0,4 %), mais elle est largement attribuable au repli de la consommation en énergie, lui-même directement lié à la clémence des températures. Ce phénomène n'est donc pas de nature à remettre en cause la dynamique des dépenses dans les mois à venir. Toujours soutenue par l'amélioration de la situation sur le marché du travail et, plus généralement, par des revenus réels en hausse, la consommation des ménages continuerait ainsi d'être bien orientée début 2007. En première partie d'année, elle progresserait sur un rythme compris entre +0,7 % et +0,9 % par trimestre. Comme c'est en général le cas en phase d'accélération du revenu, la hausse de la consommation serait

amortie par rapport à celle du revenu et le taux d'épargne serait en hausse au premier semestre de 2007.

À l'inverse, le ralentissement des mises en chantier suggère que l'investissement des ménages continuerait de se modérer, poursuivant en cela le mouvement de décélération entamé l'année dernière. Au total, le taux d'épargne financière remonterait graduellement à l'horizon du printemps prochain.

Une consommation dynamique sur l'ensemble de l'année 2006

En 2006, la consommation des ménages a progressé de 2,7 %. Elle a notamment bénéficié (cf. graphique 1) de l'amélioration de la situation sur le marché du travail, et, plus généralement, de la croissance du pouvoir d'achat du revenu (+2,7 %).

La consommation des ménages a néanmoins ralenti en fin d'année (+0,4 % au quatrième trimestre, contre +0,6 % au troisième, cf. tableau). La consommation en biens, en particulier, a stagné

Dépenses de consommation et investissement des ménages

	Moyennes trimestrielles														Moyennes annuelles		
	2004				2005				2006				2007		2005	2006	2007 acquis
	1 ^{er} T.	2 ^e T.	3 ^e T.	4 ^e T.	1 ^{er} T.	2 ^e T.	3 ^e T.	4 ^e T.	1 ^{er} T.	2 ^e T.	3 ^e T.	4 ^e T.	1 ^{er} T.	2 ^e T.			
Dépenses totales de consommation des ménages	0,7	0,7	0,1	1,2	0,5	0,0	0,9	0,6	0,9	0,7	0,6	0,4	0,7	0,9	2,2	2,7	2,2
dont :																	
Alimentation (17 %)	0,7	0,3	0,0	0,4	0,6	-0,5	0,2	0,7	0,8	0,2	0,1	0,3	0,2	0,2	0,9	1,6	0,7
Énergie (7 %)	-0,5	-0,7	-0,5	2,1	-0,8	-0,7	0,3	-0,5	2,1	-2,1	0,3	-4,3	-2,6	4,5	-0,2	-0,9	-3,0
Services (48 %)	0,6	0,7	0,4	0,8	0,5	0,4	0,6	0,7	0,5	0,8	0,5	0,9	0,9	0,6	2,3	2,6	2,4
Produits manufacturés (28 %)	1,2	1,3	-0,7	2,3	0,5	-0,4	1,7	0,3	1,3	1,3	1,2	1,0	1,4	1,0	2,9	4,2	3,9
Dépenses individualisables des administrations	0,3	0,7	0,3	0,5	0,5	0,1	1,0	0,0	0,7	0,8	0,4	0,6	0,5	0,6	1,8	2,2	1,8
Consommation effective totale	0,6	0,7	0,1	1,0	0,4	0,0	0,9	0,4	0,9	0,7	0,5	0,4	0,6	0,8	2,0	2,5	2,0
Investissement des ménages	0,7	2,3	0,8	1,2	0,7	1,4	0,5	0,7	0,6	0,5	0,4	0,3	0,4	0,3	4,1	2,5	1,2

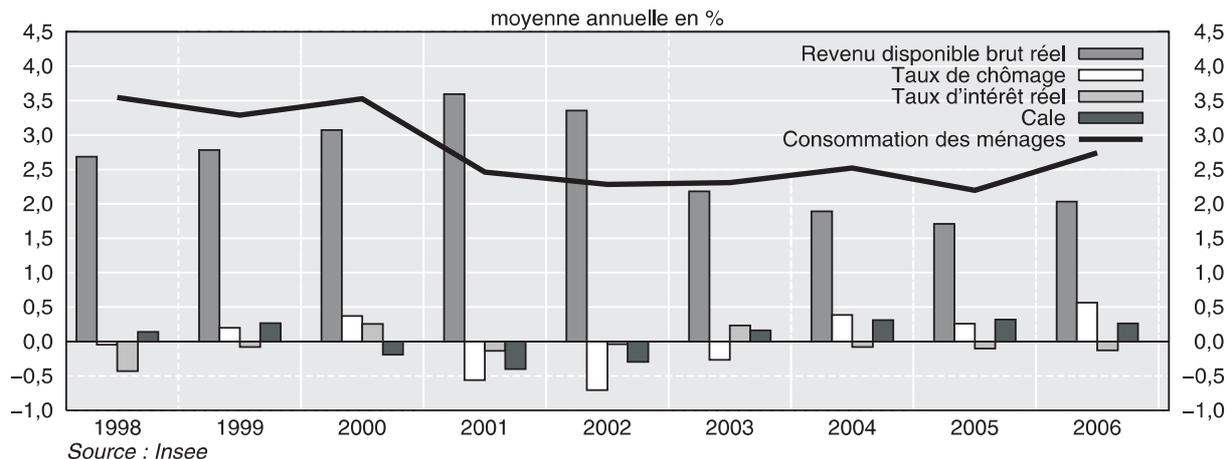
■ Prévission

Source : Insee

N.B. : les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 2005.

1

CONTRIBUTIONS À L'ÉVOLUTION DES DÉPENSES DE CONSOMMATION DES MÉNAGES



Note de lecture :

La courbe représente la moyenne annuelle de la consommation des ménages. Celle-ci est modélisée par une relation économétrique faisant intervenir le revenu disponible brut (RDB) réel, le taux de chômage et le taux d'intérêt réel. Les barres représentent les contributions de chacune de ces variables, ainsi que celle du résidu de l'équation économétrique, à cette moyenne annuelle. Par exemple, en 2006, la consommation a progressé de 2,7 %. Le RDB réel explique 2 points de cette hausse, le taux de chômage 0,6 point, le taux d'intérêt réel -0,1 point. Le résidu s'élève à 0,3 point.

au cours du dernier trimestre de 2006 (après +0,7 % au troisième trimestre). Les températures particulièrement clémentes, supérieures de 2°C aux normales saisonnières⁽¹⁾ au quatrième trimestre (cf. graphique 2), sont à l'origine de ce ralentissement. Elles ont en effet poussé les ménages à différer leurs achats de textile et elles leur ont permis de limiter leurs dépenses de chauffage. Le poste « consommation en eau, gaz et électricité » a ainsi enregistré une chute spectaculaire (-7,3 %).

Pour leur part, les dépenses de services ont nettement accéléré au quatrième trimestre 2006 (+0,9 %, après +0,5 % au troisième trimestre, cf. graphique 3). Ce rebond provient exclusivement des services principalement marchands : les services aux particuliers se sont redressés (hôtellerie-restauration et activités culturelles) et les transports ont été très dynamiques. La consomma-

tion de services principalement non marchands a poursuivi sa croissance sur un rythme stable, du fait de la progression des dépenses en services de santé.

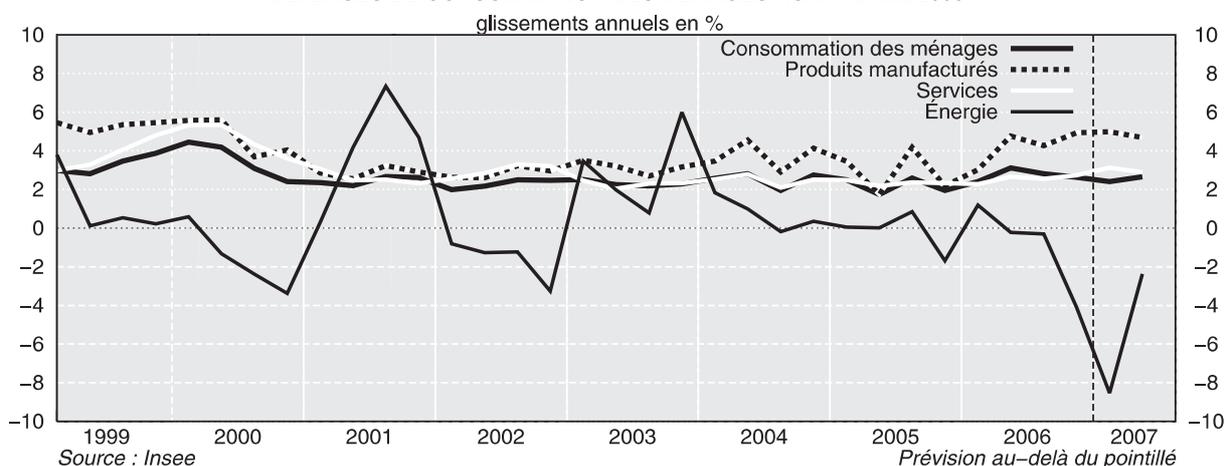
Une consommation robuste au premier semestre de 2007

La bonne orientation du pouvoir d'achat sur les deux premiers trimestres de 2007 (cf. fiche « Revenus des ménages ») devrait soutenir la consommation des ménages. Celle-ci reviendrait ainsi à un rythme tendanciel de +0,8 % par trimestre. Les premières informations disponibles jusqu'en février suggèrent que la consommation en produits manufacturés serait encore très soutenue sur le premier trimestre, alors que la consommation d'énergie ne devrait pas afficher de rebond avant le deuxième trimestre, les conditions météorologiques ayant été de nouveau clémentes sur les premiers mois de 2007.

(1) cf. encadré « Noël au balcon, effets sur la consommation ».

3

DÉPENSES DE CONSOMMATION DES MÉNAGES AUX PRIX DE 2000



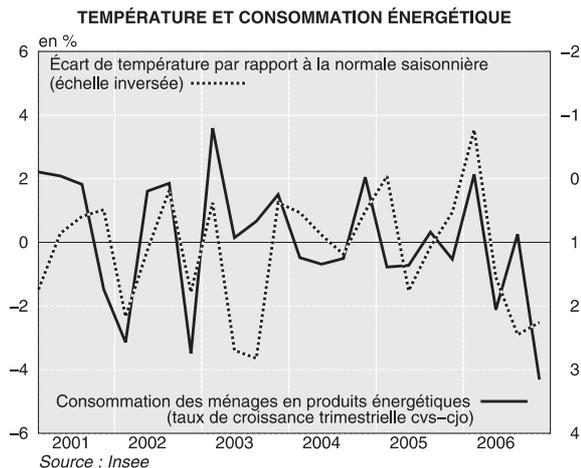
Comme attendu, les dépenses individualisables des administrations publiques en services de santé marchande⁽²⁾ ont rebondi au quatrième trimestre de 2006 (+1,3 %, après -0,6 % au troisième trimestre dû en grande partie à des retards de facturation des établissements de santé privés), ce qui a entraîné une accélération des dépenses individualisables totales au quatrième trimestre. Celles-ci devraient retrouver un rythme plus tendanciel, de l'ordre de +0,5 %, sur les deux premiers trimestres de 2007.

La modération progressive de l'investissement des ménages se confirme

L'investissement des ménages⁽³⁾ a amorcé un ralentissement au deuxième trimestre de 2006. Les dernières données disponibles sur les mises en chantier portent à croire que cette tendance se prolongerait à l'horizon de l'été prochain, alors que les conditions de financement continueraient de se durcir graduellement (cf. fiche « Financement de l'économie »). L'investissement des ménages évoluerait ainsi sur des rythmes compris entre +0,3 % et +0,4 % par trimestre en première partie d'année 2007.

Le taux d'épargne des ménages serait orienté à la hausse

Comme c'est le cas habituellement en phase d'accélération du pouvoir d'achat du revenu, le taux d'épargne des ménages se redresserait nettement début 2007 et atteindrait 15,7 % en moyenne au premier semestre de cette année. De même, le taux d'épargne financière⁽⁴⁾ remonterait, passant de 5,5 % au second semestre 2006 à 5,8 % sur la première moitié de 2007. ■



(2) Les dépenses individualisables des administrations publiques en services de santé marchande correspondent aux remboursements des dépenses en honoraires et établissements de santé privés effectuées par les ménages.

(3) L'investissement des ménages se compose aux trois quarts d'investissement en logement, le reste étant de l'investissement en services (essentiellement frais d'architectes et frais de gestion/promotion immobilière).

(4) Le taux d'épargne financière mesure la part du revenu des ménages qui peut être consacrée à l'accroissement de leur patrimoine financier net ; sa contrepartie est donc constituée des achats d'actifs financiers des ménages, nets de la variation de leur endettement. L'épargne financière se déduit de l'épargne au sens strict (épargne « économique » au sens de la comptabilité nationale) en lui retranchant l'investissement des ménages.

Encadré : Noël au balcon, effets sur la consommation

L'hiver⁽¹⁾ 2006-2007 a été particulièrement doux, avec des températures supérieures de plus de 2°C aux normales saisonnières. Ces spécificités climatiques ont eu des effets prononcés sur la consommation des ménages : la consommation énergétique a chuté fin 2006 et début 2007 (électricité, gaz et hydrocarbures) et les dépenses de textile se sont repliées.

Au premier trimestre de 2007, la consommation énergétique des ménages reculerait encore (-2,6 % attendu, après -4,3 % observé au quatrième trimestre de 2006⁽²⁾). Au printemps, les températures n'ayant pratiquement plus d'influence sur les dépenses des ménages en énergie, le simple retour à des niveaux de consommation habituels impliquerait des hausses très fortes en données corrigées des variations saisonnières au deuxième trimestre : la consommation énergétique des ménages augmenterait ce trimestre de +4,5 % environ.

1. Hiver clément : économies de consommation énergétique

La consommation des ménages en produits énergétiques a été particulièrement faible en fin d'année 2006, notamment en électricité (cf. graphique 1).

La douceur des températures est indubitablement à l'origine de cette faiblesse. Des estimations économétriques permettent de préciser l'effet, sur la consommation des ménages en eau, gaz et électricité, d'une déviation des températures par rapport aux normales saisonnières⁽³⁾. L'impact mesuré est compris entre -3 % à -4 % durant les mois d'octobre à avril. Il devient pratiquement nul aux alentours de l'été. Sur l'autre composante des produits énergétiques, à savoir les combustibles et carburants, l'impact est un peu plus faible durant les mois d'hiver (de -1 % à -2 %), puis nul au printemps et en été (cf. graphique 3). Au total, sur l'ensemble des produits énergétiques, la consommation des ménages présente une sensibilité à la température de l'ordre de 2 % par °C durant les mois d'hiver.

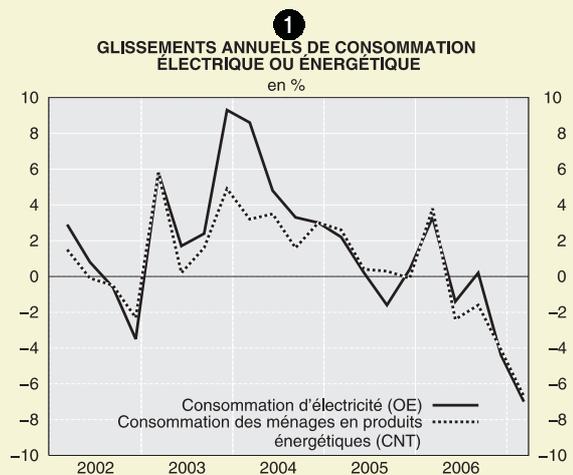
(1) Ce travail est réalisé en collaboration avec Stéphane Hallegatte, chercheur au Centre International de Recherche sur l'Environnement et le Développement et à l'École nationale de la Météorologie. L'étude des effets du climat sur l'activité économique étant en cours, les premiers résultats mis en évidence ici seront précisés et approfondis dans une publication ultérieure.

(2) Ces données infra-annuelles sont naturellement corrigées des variations saisonnières habituelles.

(3) Les données de température utilisées proviennent de Météo France, les données de consommation des ménages sont celles des comptes nationaux trimestriels.

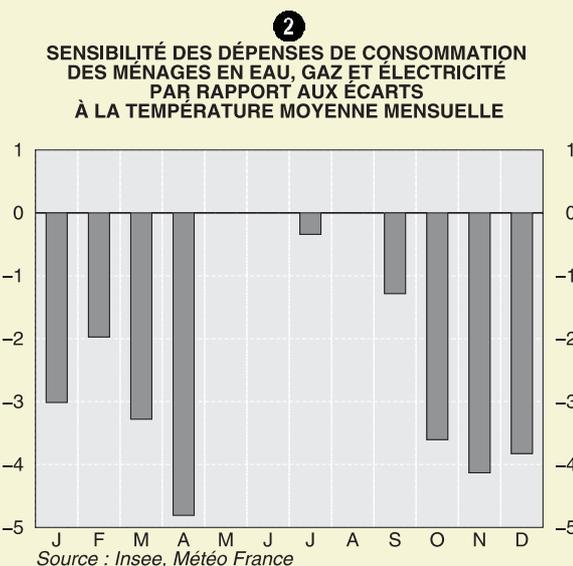
2. Automne doux : moins d'achats de vêtements

Après l'énergie, c'est sur les dépenses en biens de consommation, et notamment l'habillement et le cuir, que l'effet de la température est le plus marqué. En effet, les ménages ont tendance à accroître leurs achats de vêtements lorsque les températures sont plus chaudes que la normale au printemps ou plus froides que la normale à l'automne (cf. graphique 4). L'arrivée précoce de la saison chaude ou froide pousserait les ménages à anticiper ou augmenter leurs achats. L'impact estimé est de l'ordre de 1 % par degré, dans un sens comme dans l'autre. L'automne 2006 ayant bénéficié de températures supérieures de l'ordre de 2°C aux normales saisonnières, le radoucissement pourrait avoir joué dans la variation trimestrielle de -1,8 % observée au quatrième trimestre sur la consommation des ménages en habillement - cuir. ■



Sources : Observatoire de l'énergie (OE), Comptes nationaux trimestriels (CNT)

Au premier trimestre 2007, prévision de consommation énergétique pour la série des comptes, observation puis prévision pour la série de l'observatoire de l'énergie.

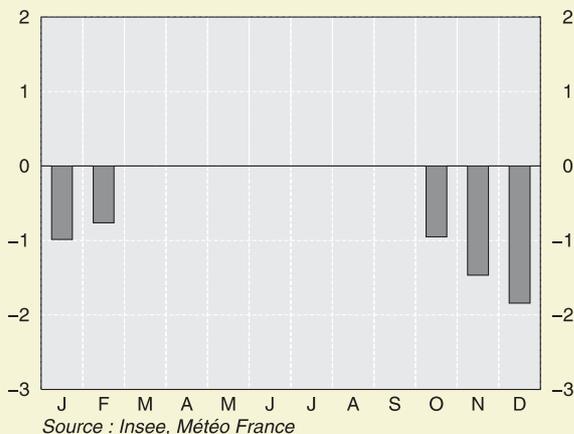


Source : Insee, Météo France

Note de lecture :

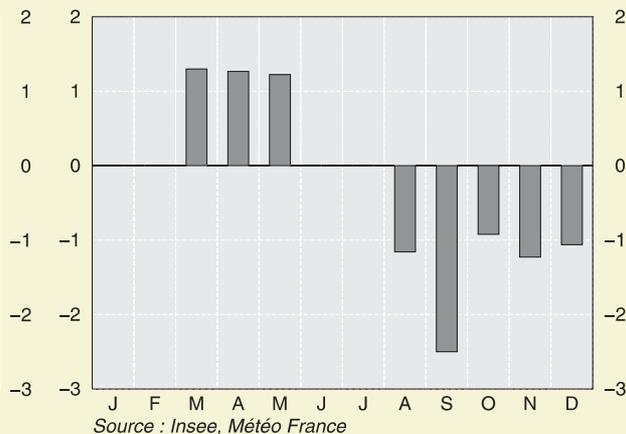
Une température supérieure de 1°C en janvier à la normale saisonnière diminue de 3 % la consommation des ménages en eau, gaz et électricité. Seules les estimations des effets significativement différents de zéro sont affichées, il n'y a donc pas de valeur affichée pour les autres mois.

3
**SENSIBILITÉ DES DÉPENSES DE CONSOMMATION
 DES MÉNAGES EN COMBUSTIBLES ET CARBURANTS
 PAR RAPPORT AUX ÉCARTS
 À LA TEMPÉRATURE MOYENNE MENSUELLE**



Note de lecture :
 Une température supérieure de 1°C en janvier à la normale saisonnière diminue de 1 % la consommation des ménages en combustibles et carburants. Seules les estimations des effets significativement différents de zéro sont affichées, il n'y a donc pas de valeur affichée pour les autres mois.

4
**SENSIBILITÉ DES DÉPENSES DE CONSOMMATION
 DES MÉNAGES EN HABILLEMENT ET CUIR
 PAR RAPPORT AUX ÉCARTS
 À LA TEMPÉRATURE MOYENNE MENSUELLE**



Note de lecture :
 Une température supérieure de 1°C en avril à la normale saisonnière accroît de plus de 1 % la consommation des ménages en habillement-cuir. Seules les estimations des effets significativement différents de zéro sont affichées, il n'y a donc pas de valeur affichée pour les autres mois.

Tableau de synthèse
Effets des températures sur les données des comptes trimestriels

	Dépenses de consommation des ménages			
	T1	T2	T3	T4
Industrie des biens de consommation		++	-	--
Énergie	--	-		-

Note de lecture :
 ++ (resp. --) : effet positif supérieur ou égal à +1% (resp. négatif inférieur ou égal à -1%) par degré supplémentaire par rapport aux normales saisonnières
 + (resp. -) : effet positif inférieur à +1% (resp. négatif supérieur à -1%)

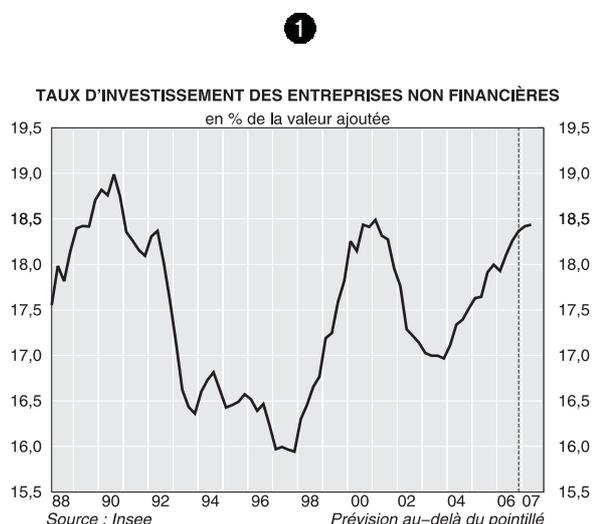
Investissement

Comme en 2005, l'investissement des entreprises a progressé de 3,8 % en 2006, et le taux d'investissement s'est accru, à 18,4 % à la fin de l'année. L'accélération des investissements en bâtiment et travaux publics compense une contribution moindre des autres dépenses en équipements par rapport à l'année précédente.

Au premier semestre de 2007, l'investissement total des entreprises continuerait de croître à un rythme annuel légèrement supérieur à 3 %. L'investissement resterait soutenu par la croissance des débouchés et le niveau relativement élevé des taux d'utilisation des capacités mais il commencerait à être quelque peu freiné par le durcissement des conditions de financement.

Bonne tenue confirmée des dépenses d'équipement des entreprises en 2006

L'investissement des entreprises non financières (ENF) aurait augmenté de 1,1 % au quatrième trimestre de 2006, porté par le dynamisme des dépenses en construction (+ 3,2 % cf. tableau 1) : dans ce secteur, le « trou d'air » du troisième trimestre a été compensé au quatrième trimestre par un rattrapage vigoureux facilité par des conditions climatiques clémentes. La bonne orientation des investissements en services (+ 2,0 %) a également contribué à cette accélération de l'investissement au quatrième trimestre. En revanche, les dépenses en équipements manufacturés ont légèrement reculé (- 0,3 %). Cette baisse est tirée par le net repli de l'investissement en automobiles. Ce recul reflète le contrecoup des achats anticipés, intervenus



aux deuxième et troisième trimestres, en lien avec la nouvelle norme anti-pollution Euro 4 entrée en vigueur pour les poids lourds en octobre 2006⁽¹⁾.

Sur l'ensemble de l'année 2006, la formation brute de capital fixe (FBCF) des ENF a augmenté de 3,8 % comme en 2005, et le taux d'investissement s'est accru à 18,4 % à la fin de l'année (cf. graphique 1). On se situe sur un rythme cohérent avec la croissance de l'activité (selon un modèle classique d'accélérateur). L'accélération des investissements en bâtiment et travaux publics (+ 5,5 %) compense une moindre croissance des

(1) Pour les véhicules particuliers et les véhicules utilitaires légers, la norme est entrée en vigueur dès le 1er janvier 2006.

Investissements des entreprises non financières (ENF)

évolution par produit aux prix de 2000, en %

	Évolutions trimestrielles									Évolutions annuelles			
	2005				2006				2007		2005	2006	2007*
	1 ^{er} T.	2 ^e T.	3 ^e T.	4 ^e T.	1 ^{er} T.	2 ^e T.	3 ^e T.	4 ^e T.	1 ^{er} T.	2 ^e T.			
Produits manufacturés	2,1	0,0	2,1	1,6	-0,9	2,8	1,1	-0,3	1,0	0,6	5,0	3,9	2,5
Bâtiment et travaux publics	0,5	-0,9	1,4	0,1	2,0	2,7	0,0	3,2	0,7	0,8	0,3	5,5	4,4
Autres	-0,5	0,1	3,6	0,0	-0,3	-0,7	1,1	2,0	1,0	1,0	4,6	2,1	3,6
Ensemble des ENF	1,0	-0,2	2,3	0,8	-0,1	1,8	0,8	1,1	0,9	0,7	3,8	3,8	3,2

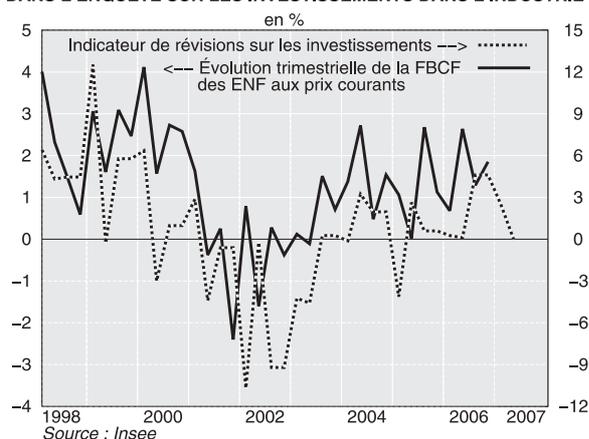
■ Prévision

* En acquis de croissance avec les deux premiers trimestres.

Source : Insee

2

INDICATEUR DES RÉVISIONS DANS L'ENQUÊTE SUR LES INVESTISSEMENTS DANS L'INDUSTRIE



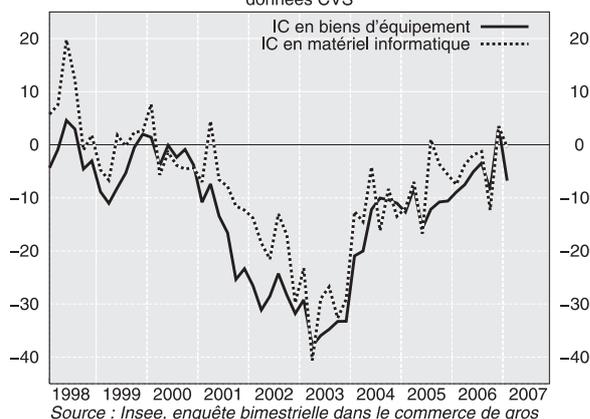
investissements en produits manufacturés (+3,9 %) et en services (+2,1 %) par rapport à l'année passée.

Une amélioration attendue de la FBCF en produits manufacturés au premier trimestre de 2007

Au premier trimestre de 2007, l'amélioration attendue de la FBCF en produits manufacturés permettrait d'atténuer le ralentissement de l'investissement global des entreprises, qui progresserait encore de 0,9%. Interrogés en janvier, les industriels ont révisé à la hausse leurs prévisions d'investissements pour 2007 par rapport à l'enquête du mois d'octobre de l'année passée. Cette révision est un peu plus élevée que celle observée en moyenne sur le passé à la même période de l'année. Ainsi l'indicateur de révision sur les investissements, qui est avancé d'environ un trimestre sur les évolutions de la FBCF, conserve une valeur positive, quoique plus faible qu'au trimestre précédent⁽²⁾ (cf. graphique 2). En outre, le taux d'utilisation des capacités de production des industries

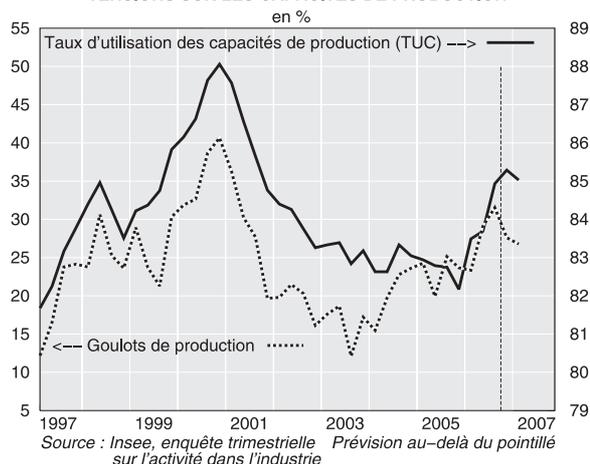
4

SOLDES D'OPINION SUR LE NIVEAU DES INTENTIONS DE COMMANDES (IC) données CVS



3

TENSIONS SUR LES CAPACITÉS DE PRODUCTION



manufacturières se maintient autour de 85,0 %, soit un point au-dessus de sa moyenne de longue période (cf. graphique 3).

Après un léger recul au quatrième trimestre de 2006, la FBCF en biens manufacturés augmenterait donc à nouveau, de 1,0 % au premier trimestre de 2007. Selon l'enquête bimestrielle dans le commerce de gros de janvier (cf. graphique 4), les intentions de commande de biens d'équipement restent d'ailleurs bien orientées. Le solde d'opinion diminue un peu mais demeure bien supérieur à sa moyenne de longue période. Cette amélioration des investissements en équipements manufacturés suppose que la baisse des dépenses en automobiles se résorbe au premier trimestre de 2007.

Les entreprises continueraient de renforcer leurs investissements immatériels au début de l'année (+1,0 % au premier trimestre de 2007) comme le suggère le niveau élevé du solde d'opinion sur les intentions de commandes en matériels informatiques de l'enquête dans le commerce de gros (cf. graphique 4). Dans l'enquête sur les services, l'amélioration de l'opinion relativement à l'activité prévue dans le secteur « conseil et assistance » et la stabilisation à un niveau élevé de l'opinion sur l'activité du « secteur informatique » corroborent cette bonne orientation.

Les entreprises augmenteraient leurs investissements en construction de 0,7 % au premier trimestre de 2007 après un second semestre de 2006 chahuté. Au début de l'année 2007, l'évolution prévue de la construction non résidentielle reste soutenue selon l'enquête mensuelle dans le bâtiment. En revanche, les prévisions d'investissements en logement continuent de se dégrader. Les dépenses de travaux publics (voirie, réseaux et distribution) accompagneraient cette décélération comme le reflète la baisse des soldes d'opinion re-

(2) Cf. le dossier « Prévoir l'investissement des entreprises ? Un indicateur des révisions d'anticipations dans l'enquête Investissement dans l'industrie » dans la Note de conjoncture de mars 2005.

latifs à l'activité prévue de la commande privée selon l'enquête trimestrielle dans les travaux publics.

Des conditions de financement un peu moins stimulantes en 2007

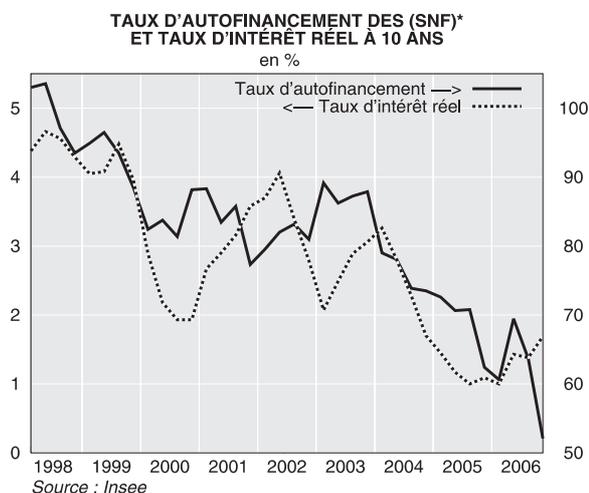
L'investissement des entreprises continuerait de croître au deuxième trimestre de 2007 mais pourrait ralentir un peu (+ 0,7 %) et le taux d'investissement serait quasi stable, à 18,4 % à la fin du premier semestre.

Selon l'enquête sur les investissements dans l'industrie d'octobre 2006, l'opinion des chefs d'entreprise témoigne en effet de conditions de financement un peu moins accommodantes. Cette dégradation de l'opinion est cohérente avec la légère remontée des taux d'intérêt réels depuis le deuxième trimestre de 2006 et le faible niveau du taux d'autofinancement (cf. graphique 5)⁽³⁾. En outre, si le taux d'utilisation des capacités de production atteint un niveau supérieur à sa moyenne

(3) La baisse de ce dernier au quatrième trimestre est artificiellement prononcée car elle correspond à un versement anticipé d'une partie de l'impôt sur les sociétés.

de longue période, il semble toutefois plafonner et les goulots de production dans l'industrie manufacturière tendent à se desserrer depuis deux trimestres (cf. graphique 3). ■

5



* Le taux d'autofinancement des SNF est le ratio de l'épargne des sociétés non financières rapportée à leurs investissements.
** Le taux réel à 10 ans désigne ici l'emprunt phare à 10 ans, déflaté par l'indice des prix à la production de l'ensemble des biens et services.

Stocks

Au dernier trimestre de 2006, la contribution des variations de stocks à la croissance a été négative (-0,2 point), essentiellement sous l'effet d'un déstockage de produits manufacturés. Sur l'ensemble de l'année 2006 la contribution est également négative (-0,3 point).

À l'horizon du premier semestre de 2007, les stocks devraient avoir une contribution plus neutre à la croissance. Les industriels interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture jugent en effet leurs stocks à nouveau en ligne avec leurs perspectives de production. Par ailleurs, si la bonne orientation des perspectives de demande que retracent les enquêtes de conjoncture est favorable à une reconstitution des stocks par les entreprises, les conditions financières, qui deviennent moins accommodantes, inciteraient les industriels à la prudence.

Fin 2006, les variations de stocks pèsent de nouveau sur la croissance

Les variations de stocks ont contribué négativement à la croissance au quatrième trimestre de 2006 (-0,2 point), après avoir déjà pesé sur l'activité au troisième trimestre (-0,3 point). Sur l'ensemble de l'année 2006, la contribution des variations de stocks à la croissance s'établit à -0,3 point. Elle est imputable à parts égales aux produits manufacturés et aux produits énergétiques (cf. tableau 1).

Au quatrième trimestre de 2006, la contribution négative (-0,2 point de croissance du PIB) des variations de stocks de biens et services provient essentiellement des produits manufacturés. La production industrielle a en effet été atone au quatrième trimestre de 2006 (croissance de 0,2 % seulement) alors que la demande de produits manufacturés était relativement soutenue (+0,9 %). À l'exception du secteur des biens intermédiaires, les industriels ont ainsi préféré écouler leurs stocks. Dans l'industrie des biens d'équipement notamment, le déstockage s'explique en partie par l'augmentation du nombre d'avions livrés par Airbus (72 contre 57 au cours du troisième trimestre de 2006).

L'évolution des soldes d'opinion sur les stocks issus de l'enquête de conjoncture dans l'industrie (cf. graphique 1) traduit bien cet allègement des stocks des entreprises industrielles. Au cours du quatrième trimestre de 2006, le secteur automobile a en particulier fait part d'un allègement prononcé du niveau de ses stocks, qui les ramène à un niveau jugé proche de la normale.

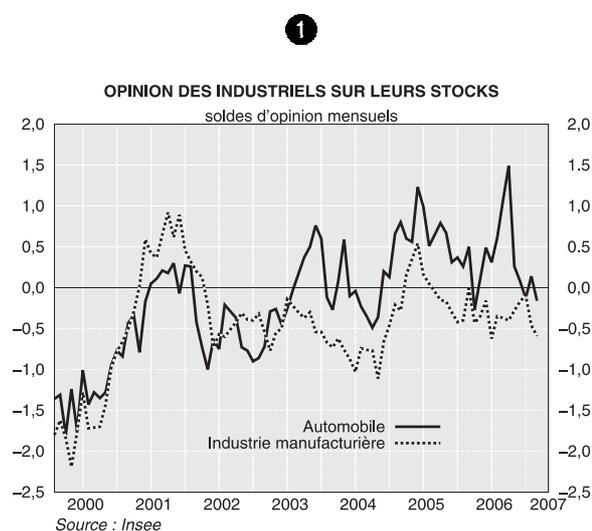


Tableau 1
Contribution des variations de stocks à la croissance

	en points	
	T4 - 2006	Année 2006
Produits agricoles et agro-alimentaires	0,0	0,0
Produits manufacturés	-0,3	-0,2
dont : Biens de consommation	-0,2	-0,2
Automobile	-0,1	-0,2
Biens d'équipement	-0,4	0,0
Biens intermédiaires	0,3	0,2
Produits énergétiques	0,1	-0,2
Autres (construction, services)	0,0	0,0
TOTAL (1)	-0,2	-0,3

(1) Les variations de stocks ne comprennent pas les acquisitions nettes d'objets de valeur.

Source : Insee

Retour à une contribution plus neutre des stocks

Au cours du quatrième trimestre de 2006, les industriels interrogés dans le cadre de l'enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie faisaient part d'un niveau de leurs stocks légèrement élevé au regard des perspectives de production (cf. graphique 2). Dans l'enquête de février 2007, leur jugement sur les stocks manufacturés est à nouveau en adéquation avec leurs anticipations sur la production. Les variations de stocks devraient donc apporter une contribution neutre à la croissance de l'activité début 2007.

Les évolutions des perspectives de demande et des facteurs financiers appuient cette prévision. Le durcissement des conditions monétaires et financières lié à la hausse des taux d'intérêt réels (cf. fiche « Financement de l'économie ») alourdirait le coût de détention des stocks. Mais à l'inverse, les anticipations de demande telles qu'elles sont retracées dans la dernière enquête trimestrielle de conjoncture dans l'industrie de janvier 2007, demeurent à un niveau élevé malgré un léger repli.

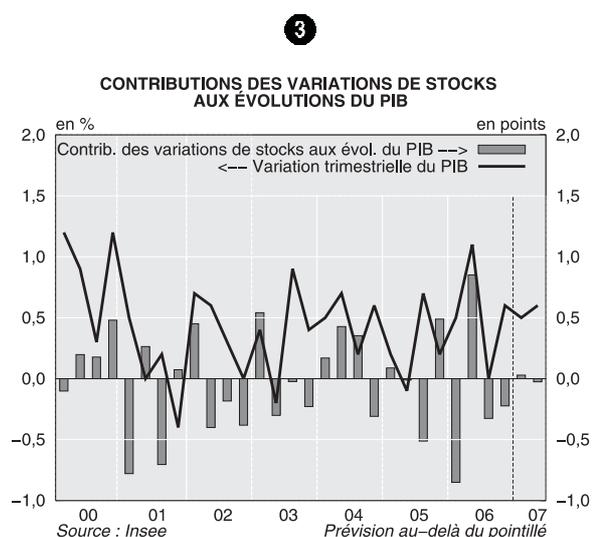
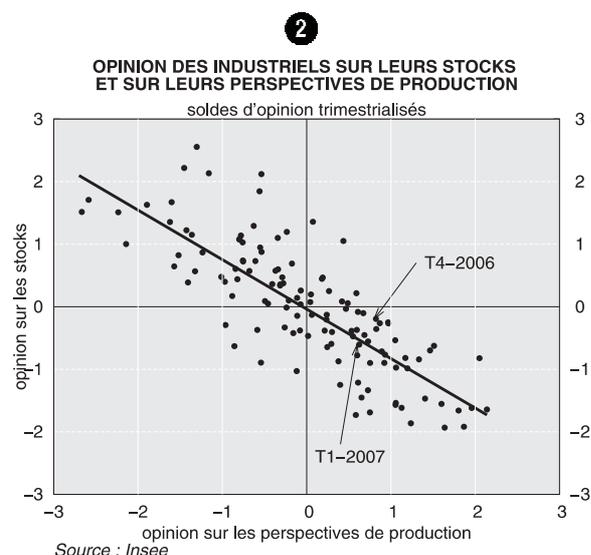
Dans ces conditions, la contribution des variations de stocks à la croissance du PIB serait globalement nulle au cours des deux premiers trimestres de 2007 (cf. graphique 3). ■

Tableau 2
Contribution des variations de stocks à la croissance

	Évolutions trimestrielles										Moyennes annuelles		
	2005				2006				2007		2005	2006	2007 acquis
	1 ^{er} T.	2 ^e T.	3 ^e T.	4 ^e T.	1 ^{er} T.	2 ^e T.	3 ^e T.	4 ^e T.	1 ^{er} T.	2 ^e T.			
Variations de stocks ⁽¹⁾ (en Mds d'euros)	1,8	1,7	-0,3	1,6	-1,7	1,7	0,4	-0,5	-0,4	-0,5	4,9	-0,1	-
Contribution des stocks ⁽¹⁾ à l'évolution du PIB (en points de PIB)	0,1	0,0	-0,5	0,5	-0,9	0,9	-0,3	-0,2	0,0	0,0	0,0	-0,3	-0,1

■ Prévision

(1) Les variations de stocks sont y.c. acquisitions nettes d'objets de valeur.
Source : Insee



Note de lecture :

Chaque point trimestriel représente la moyenne de trois enquêtes mensuelles de conjoncture. La droite de régression de l'opinion sur les stocks (en ordonnée) sur les perspectives de production (en abscisse) est représentée en gras. Le point de février (T1-2007) se positionne sur la droite indiquant que les industriels jugent leurs stocks en ligne avec l'état actuel des perspectives de production.

Production

La production totale a augmenté de 2,2 % en 2006 après seulement 1,2 % en 2005. Après avoir marqué une pause au troisième trimestre, la production de l'ensemble des branches a rebondi au quatrième trimestre (+0,6 %). Cette accélération est pour l'essentielle imputable au secteur de la construction, en nette hausse au quatrième trimestre, et à l'industrie manufacturière, en croissance légère après la chute du troisième trimestre ; à l'inverse toutefois, la production d'énergie a chuté de 2,4 % sous l'effet des températures très clémentes à l'automne. Ce secteur a ainsi contribué à hauteur de -0,1 point à l'évolution de la production d'ensemble au quatrième trimestre de 2006.

Le climat des affaires, légèrement dégradé en janvier mais à nouveau bien orienté en février, laisse attendre une poursuite de la croissance de la production à des rythmes proches de 0,6 % par trimestre. Ainsi, l'acquis de croissance pour l'année 2007 s'établirait à 1,7 %.

La production manufacturière croîtrait de nouveau légèrement (+0,3 % à +0,4 % par trimestre). La consommation des ménages continuerait de favoriser l'activité commerciale (+0,7 % par trimestre). La production de services hors transport ralentirait quelque peu mais conserverait un rythme de croissance soutenu. La production de services de transport ralentirait au premier trimestre de 2007 (+0,5 %) après

l'expansion en partie exceptionnelle de la fin 2006. Enfin, la production d'énergie se replierait de 0,7 % au premier trimestre, du fait des conditions climatiques particulièrement douces cet hiver, mais reviendrait à son niveau habituel au deuxième trimestre.

Croissance industrielle modérée au premier semestre de 2007

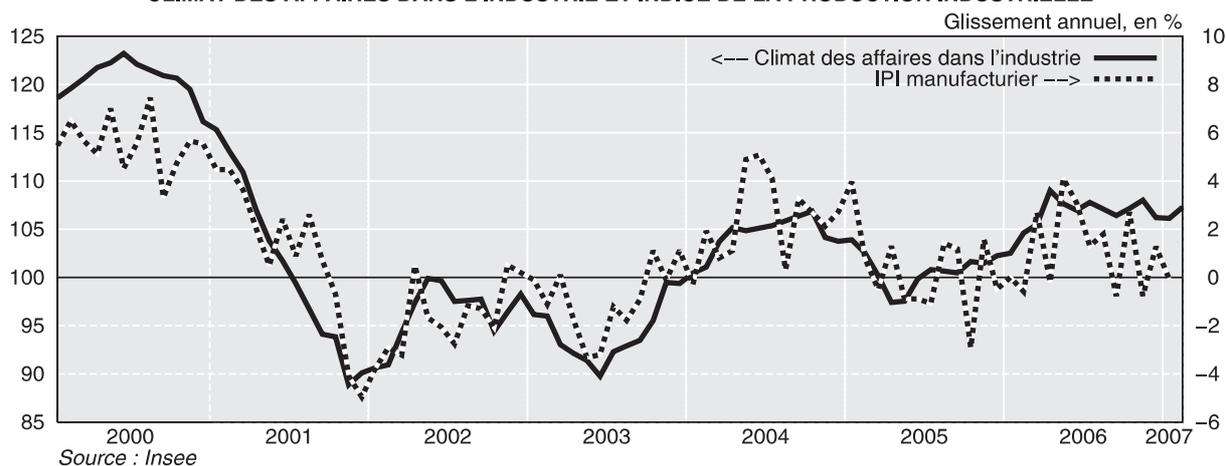
Au quatrième trimestre de 2006, la production manufacturière a enregistré une hausse de 0,2 %, succédant à un recul de 1,5 % le trimestre précédent. Après un premier semestre de reprise, l'activité manufacturière a donc nettement ralenti au second semestre de 2006, les industriels ayant davantage puisé dans leurs stocks pour répondre à la demande. L'essoufflement de l'activité dans la seconde moitié de l'année 2006 dépasse ainsi ce que laissait anticiper l'indicateur synthétique du climat des affaires dans l'industrie, globalement stable sur cette période (cf. graphique 1). Sur l'ensemble de l'année 2006, la croissance de la production manufacturière a atteint +1,4 %. Ce chiffre, en amélioration par rapport à 2005 (+0,3 %), recouvre des évolutions très contrastées au niveau sectoriel. Ainsi, la forte croissance dans la branche des biens d'équipement (+6,0 % sur l'année 2006), pour partie liée à la bonne tenue de la production d'Airbus au premier se-

Production par branche

	Évolutions trimestrielles										Moyennes annuelles		
	2005				2006				2007		2005	2006	2007 acquis
	1 ^e T.	2 ^e T.	3 ^e T.	4 ^e T.	1 ^e T.	2 ^e T.	3 ^e T.	4 ^e T.	1 ^e T.	2 ^e T.			
Agroalimentaire (6,9 %)	-1,9	-1,6	-0,8	-0,2	0,2	0,2	0,5	-0,1	0,5	0,3	-3,9	-0,4	0,9
Produits manufacturés (22,2 %)	-0,3	-0,6	0,4	-0,3	0,8	2,0	-1,5	0,2	0,3	0,4	0,3	1,4	0,5
Énergie (3,6 %)	1,0	-0,5	0,5	0,8	1,6	0,9	0,6	-2,4	-0,7	2,6	1,4	2,7	-0,1
Construction (6,1 %)	0,8	0,0	1,0	0,4	1,1	1,5	0,2	1,6	0,6	0,6	2,2	3,6	2,7
Commerce (9,7 %)	0,3	0,1	1,4	0,7	1,3	1,4	0,3	0,7	0,7	0,7	2,0	3,9	2,3
Transports (4,7 %)	0,0	-0,1	1,2	1,5	-1,4	3,7	0,4	1,4	0,5	0,5	1,5	3,7	3,1
Activités financières (5,0 %)	0,7	0,2	0,7	0,2	0,0	1,1	0,4	0,9	0,8	0,7	2,9	1,7	2,4
Autres services marchands (27,9 %)	0,2	0,3	1,1	0,5	0,5	1,1	0,1	0,8	0,8	0,6	2,2	2,6	2,3
Services non marchands (14,0 %)	0,2	-0,1	0,4	0,1	0,7	0,5	0,4	0,6	0,5	0,6	0,9	1,7	1,8
Total	0,1	-0,2	0,7	0,3	0,6	1,3	-0,1	0,6	0,6	0,6	1,2	2,2	1,7

■ Prévission
Source : Insee

CLIMAT DES AFFAIRES DANS L'INDUSTRIE ET INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE



mestre, est contrebalancée par l'importante dégradation de l'activité dans l'automobile (-8,6 %). Dans la branche des biens intermédiaires comme dans celle des biens de consommation, la croissance de la production est de +1,7 %.

En début d'année 2007, selon l'enquête de conjoncture dans l'industrie, les entrepreneurs restent relativement optimistes. Les industriels jugent leurs carnets de commandes bien étoffés et les perspectives de production demeurent assez favorables. En particulier, la situation dans l'automobile apparaît moins sombre qu'elle ne l'était durant l'année 2006 : les chefs d'entreprise estiment que l'activité a cessé de reculer et leurs perspectives de production suggèrent une poursuite de cette modeste amélioration.

Aussi, l'industrie devrait-elle retrouver un rythme de croissance légèrement positif au cours du premier semestre de 2007. La croissance de la production industrielle atteindrait +0,3 % au premier trimestre de 2007 et +0,4 % au deuxième.

Des services marchands toujours très dynamiques début 2007

La production de services marchands a fortement rebondi au quatrième trimestre de 2006 (+0,8 % après +0,1 % au troisième trimestre). Dans les services aux entreprises, l'activité s'est nettement redressée au cours du dernier trimestre de 2006 (+0,9 % après +0,0 % au trimestre précédent) en lien notamment avec le regain de dynamisme des activités de conseils et assistance (+1,3 % après -0,1 %). Au dernier trimestre de 2006, le retour à la normale de la consommation des ménages en hôtellerie-restauration contribue au redressement dans les services aux particuliers (+1,0 % après -0,2 % au troisième trimestre). Les activités immobilières ont continué de progresser à un rythme stable (+0,6 % après +0,5 %). En moyenne an-

nuelle, la production de services marchands a ainsi crû un peu plus vite en 2006 qu'en 2005 (+2,6 % contre +2,2 %).

Au premier semestre de 2007, la production de services marchands resterait très dynamique (+0,8 % au premier trimestre puis +0,6 % au deuxième). D'après l'enquête de conjoncture de février 2007, les entrepreneurs anticipent une activité qui continuerait de croître à un rythme soutenu dans les services aux entreprises mais qui ralentirait dans les services aux particuliers.

La production de services non marchands a légèrement accéléré au quatrième trimestre de 2006 (+0,6 % après +0,4 %) en lien avec les dépenses de consommation des ménages. En moyenne annuelle, la production de services non marchands a augmenté deux fois plus vite en 2006 qu'en 2005 (respectivement +1,7 % et +0,9 %).

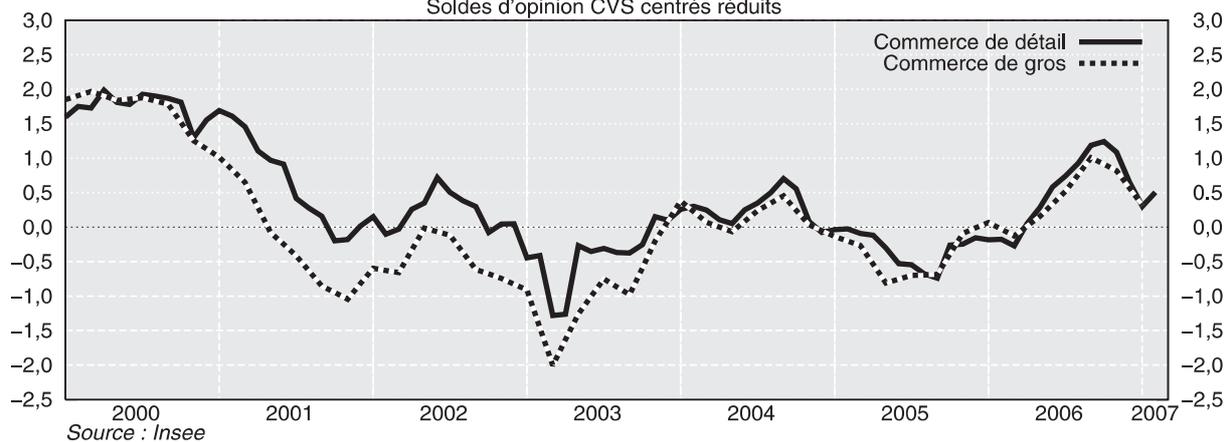
Au cours du premier semestre de 2007, la production de services non marchands continuerait de croître à un rythme assez soutenu (+0,5 % au premier trimestre de 2007 puis +0,6 % au trimestre suivant).

Au premier semestre de 2007, un rythme assez soutenu pour l'activité commerciale

Après avoir ralenti au troisième trimestre, l'activité commerciale a rebondi au quatrième trimestre de 2006 (+0,7 %), en raison notamment du redressement des marges commerciales sur les exportations de produits manufacturés. Elle n'a toutefois pas atteint le rythme de croissance très soutenu du premier semestre. Sur l'année 2006, l'activité commerciale a très nettement accéléré (+3,9 % en moyenne annuelle contre +2,0 % en 2005) grâce essentiellement à une consommation des mé-

PERSPECTIVES GÉNÉRALES D'ACTIVITÉ DANS LE COMMERCE

Soldes d'opinion CVS centrés réduits



nages vigoureuse tout au long de l'année (cf. fiche «*Consommation et investissement des ménages*»).

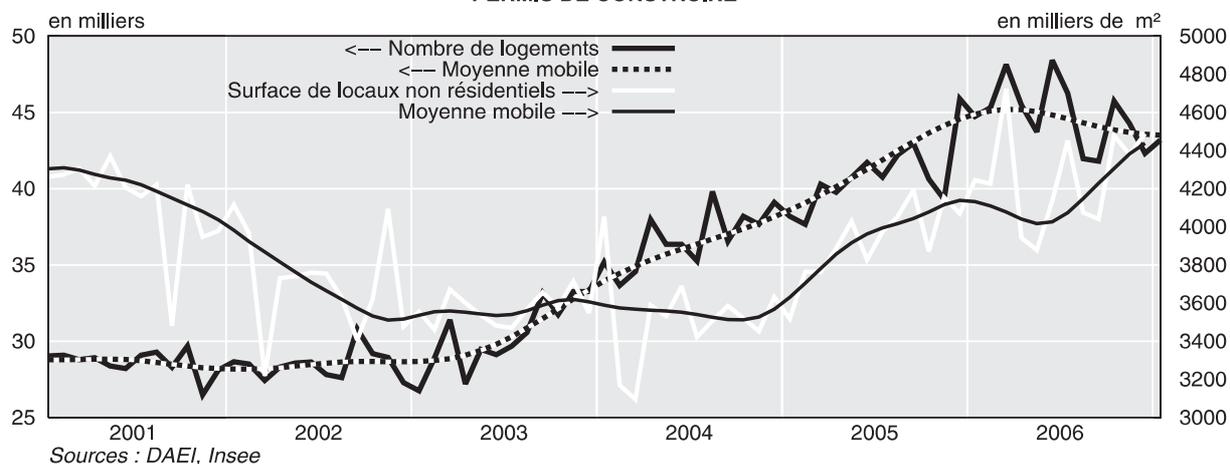
En début d'année 2007, l'activité commerciale continuerait de croître au même rythme que celui du quatrième trimestre de 2006, comme le laissent attendre les enquêtes de conjoncture. Les réponses des entrepreneurs du commerce de détail témoignent d'une bonne tenue des ventes au début du premier trimestre, dans la grande distribution comme dans le commerce spécialisé. Selon l'enquête de février 2007, les intentions de commandes sont bien orientées, essentiellement dans les secteurs généralistes et dans l'habillement-cuir spécialisé. Les perspectives générales d'activité rebondissent, augurant d'une assez bonne tenue de la consommation des ménages dans les prochains mois (cf. graphique 2). Dans le commerce de gros, les chefs d'entreprise interrogés en janvier indiquent à l'inverse que la conjoncture est un peu moins bien orientée. Les ventes et les intentions de commandes se replient légèrement. Les perspectives générales se dégradent également, mais restent supérieures à leur moyenne de long terme.

L'activité dans la construction ralentirait début 2007

Au quatrième trimestre, le secteur de la construction s'est nettement redressé (+1,6 %), après un troisième trimestre décevant. La douceur du climat de cet automne a favorisé la reprise des travaux publics. Quant au bâtiment, son activité est restée vigoureuse, toujours soutenue par l'investissement des sociétés non financières. Ainsi, les permis de construire de locaux non résidentiels ont continué de progresser au quatrième trimestre, et ont même accéléré (+6 % par rapport au troisième trimestre, cf. graphique 3). À l'inverse, la progression plus modérée des permis de construire résidentiels (+2,0 % par rapport au troisième trimestre) ne permet pas de retrouver les niveaux atteints aux premier et deuxième trimestre de 2006. Le tassement progressif de l'investissement des ménages devrait donc se confirmer.

Au début de l'année 2007, le secteur de la construction retrouverait un rythme de croissance plus tendanciel avec une progression de l'ordre de 0,6 % aux premier et deuxième trimestres 2007.

PERMIS DE CONSTRUIRE



Après une fin d'année très dynamique, l'activité dans les travaux publics progresserait plus modérément. Les autorisations de construire de bâtiments non résidentiels, et notamment de bureaux, se concrétiseraient en mises en chantier courant 2007. Le segment du non résidentiel compenserait ainsi en partie la perte de dynamisme du secteur du logement. Au final, l'activité du bâtiment resterait soutenue début 2007. Les dernières enquêtes de conjoncture indiquent d'ailleurs des niveaux historiquement hauts des carnets de commandes. Les entrepreneurs signalent toutefois la persistance de difficultés de recrutement, notamment d'ouvriers qualifiés, ce qui continuerait à entraver l'augmentation de leur activité.

Énergie : un premier semestre de 2007 en dents de scie

Au quatrième trimestre de 2006, la production d'énergie a chuté de 2,4 %, sous l'effet de conditions climatiques particulièrement favorables à l'automne. La baisse est plus marquée pour la production d'eau, de gaz et d'électricité que pour la production de pétrole (-3,2 % et -1,3 % respectivement). Sur l'année, la production d'énergie augmente néanmoins de 2,7 %.

L'hiver ayant été particulièrement doux également, la production d'énergie reculerait encore au premier trimestre de 2007 (-0,7 %). En revanche, un retour à des conditions climatiques plus habituelles au deuxième trimestre se traduirait par une nette correction à la hausse et un taux de croissance trimestriel très élevé en données corrigées des variations saisonnières (+2,6 %).

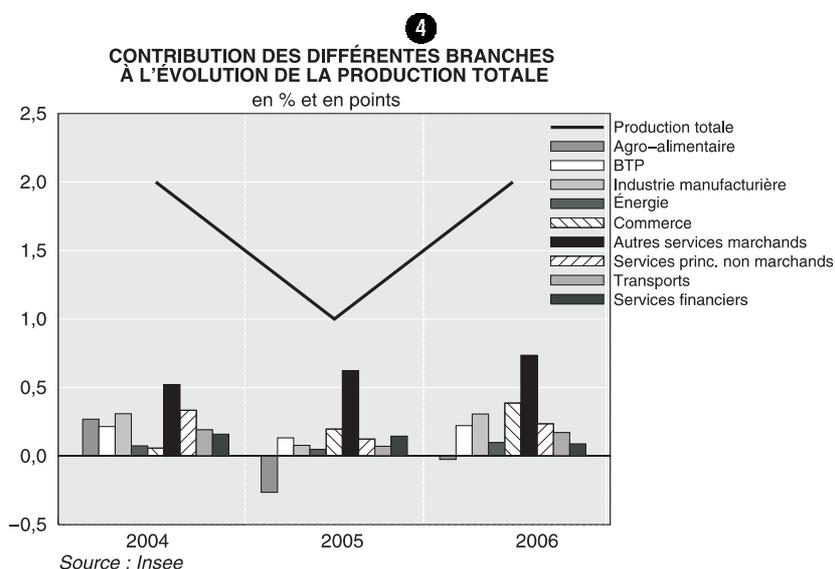
Branches agricole et agroalimentaire : retour à la croissance

En 2006, la production de la branche agricole a diminué de 1,6 %. Cette diminution couvre des évolutions très contrastées : la production de céréales a baissé de 2,4 % tandis que la production viticole s'est fortement redressée, augmentant de 8,4 % ; de même, la production bovine a progressé de 2,5 % en 2006, confirmant son redressement amorcé en 2005 alors que la production de volailles a chuté de 8,0 % en raison principalement des restrictions imposées par certains pays sur leurs importations en provenance de France, suite aux craintes liées à la grippe aviaire.

Dans l'industrie agro-alimentaire, la production de viande et de lait a progressé de 0,4 % au quatrième trimestre de 2006. Sur l'ensemble de l'année, cette production diminue de 0,2 % tandis que celle des autres industries agroalimentaires augmente de 0,7 %.

Au total, la production des branches agricole et agroalimentaire a diminué de 0,4 % en 2006, du fait notamment de la sécheresse estivale. Cette baisse est toutefois bien moindre que celle de 2005 (-3,9 %).

La production des branches agricole et agroalimentaire devrait augmenter légèrement aux premier et deuxième trimestres, respectivement de 0,5 % et de 0,3 %.



Encore un rythme soutenu pour la production totale en 2007

La production totale a accéléré en 2006 (+2,2 % contre +1,2 % en 2005), grâce à la plupart des branches. Les contributions des branches agriculture et agroalimentaire, industrie manufacturière et commerce à la croissance de la production d'ensemble ont chacune augmenté de 0,2 point en 2006 par rapport à 2005 (cf. graphique 4).

Au premier semestre de 2007, la production totale croîtrait à un rythme de l'ordre de 0,6 % par trimestre. Pour 2007, l'acquis de croissance s'établirait ainsi à 1,7 %. Les services continueraient à être le principal moteur de l'économie et expliqueraient au total plus de la moitié de la croissance (0,9 point pour l'ensemble des services marchands et non marchands). L'activité commerciale contribuerait elle aussi positivement, à hauteur d'un peu plus de 0,2 point. La contribution des autres branches serait plus modeste, voire nulle pour les branches agroalimentaire et énergie. ■

Encadré : Un nouvel indicateur synthétique du climat des affaires dans le bâtiment

Sur le modèle de l'industrie, des services et du commerce de gros, un indicateur du climat des affaires a été développé dans le secteur du bâtiment. Cet indicateur a été construit à partir des résultats de l'enquête de conjoncture dans l'industrie du bâtiment. Il résume l'opinion des chefs d'entreprise sur la conjoncture du secteur : plus sa valeur est élevée, plus le jugement des entrepreneurs est favorable. Il se révèle être un bon indicateur de l'évolution de la production du bâtiment en France.

Dans le cadre des enquêtes de conjoncture, le département de la conjoncture de l'Insee interroge un échantillon représentatif d'environ 2 500 entreprises du bâtiment de plus de dix salariés. Il collecte notamment des informations sur l'activité, les effectifs et les carnets de commandes. Les réponses sont pour la plupart qualitatives et trimodales (réponses possibles : " en hausse ", " stable " ou " en baisse "). Elles sont synthétisées sous forme de soldes d'opinion (écart entre le pourcentage de réponses " en hausse " et le pourcentage de réponses " en baisse "). Ces soldes d'opinion sont ensuite corrigés des variations saisonnières (CVS). L'enquête, réalisée chaque trimestre à partir de 1975, est devenue mensuelle en septembre 1993. Les informations sont recueillies directement auprès des acteurs économiques. Elles permettent ainsi de disposer rapidement d'indicateurs fiables pour l'analyse et la prévision de court terme. Afin de faciliter la lecture de l'enquête de conjoncture dans l'industrie du bâtiment, un indicateur synthétique du climat des affaires peut être extrait de ses résultats.

Synthétiser les soldes d'enquête

Construit sur la base des principaux soldes d'opinion de l'enquête, l'indicateur synthétique du climat des affaires résume l'information contenue dans l'enquête de conjoncture. Les soldes retenus sont relatifs :

- à l'activité passée (APA) ;
- à l'activité prévue (APR) ;
- aux effectifs passés (EPA) ;
- au jugement sur le carnet de commandes (JCC) ;
- au taux d'utilisation des capacités de production (TUC).

Le principe de l'indicateur synthétique est de retracer l'information commune à ces cinq soldes, ce qui facilite la lecture de l'enquête. Il est estimé à partir d'un modèle statistique dans lequel chaque solde d'opinion (γ_{it}) est représenté comme la somme d'un terme proportionnel à cette information commune, appelée « facteur » ($\lambda_i F_i$, avec F_i représentant l'information commune aux cinq soldes) et d'un terme spécifique (représentant le terme résiduel propre à chaque solde) :

$$Y_{it} = \lambda_i F_i + U_{it}$$

L'indicateur synthétique du climat des affaires ainsi obtenu se présente en pratique comme une combinaison linéaire des cinq soldes :

$$\hat{F}_i = 0,17 APA_i + 0,14 APR_i + 0,40 EPA_i + 0,25 JCC_i + 0,08 TUC_i$$

Un outil de suivi de la conjoncture

Cet indicateur traduit l'état de la conjoncture dans le bâtiment (cf. graphique A). Il reflète bien les évolutions de la production de bâtiment. Le facteur commun a toutefois tendance à être quelque peu supérieur au glissement annuel de la production du bâtiment depuis 2001 (en données centrées réduites).

L'indicateur rend bien compte des cycles conjoncturels du secteur tels qu'ils apparaissent dans les comptes nationaux :

* l'expansion de la fin des années 80, dans un contexte économique général propice ;

* la crise du début des années 1990, période au cours de laquelle l'indicateur atteint son point le plus bas. Comme le reste de l'économie, le bâtiment subit une phase de net ralentissement de son activité. En 1994, l'indicateur synthétique repart temporairement à la hausse, le secteur tirant profit de la reprise économique générale ;

* la nette reprise depuis 1997, grâce à un environnement économique plus porteur et aux dispositifs d'amortissement fiscal qui encouragent l'investissement des ménages en logement locatif ;

* le fléchissement de la croissance sur tous les segments du secteur dès le premier semestre de 2001 ;

* enfin, le retour de la croissance dans la construction en 2003, notamment grâce à des taux d'intérêt particulièrement bas, et malgré une conjoncture économique française ralentie.

L'établissement d'un facteur commun unique permet également une lecture plus facile et plus rapide des soldes d'opinion de l'enquête. En effet, l'analyse factorielle permet d'isoler la part d'information spécifique apportée par chacun des soldes, et complète l'interprétation précédente.

* Les réponses relatives à l'activité, tant passée que prévue, sont proches du facteur commun. Toutefois, dans les phases ascendantes de la conjoncture de la fin des années 80 et de la fin des années 90, le solde de l'activité prévue se situe au-dessus du facteur commun et dans les phases descendantes plutôt en dessous. Le croisement des deux courbes signalerait ainsi un véritable retournement de la conjoncture. Sur la période du début des années 80, la composante spécifique à la question est particulièrement négative, donnant à la variable sur l'activité prévue un certain pouvoir prédictif (cf. graphique B).

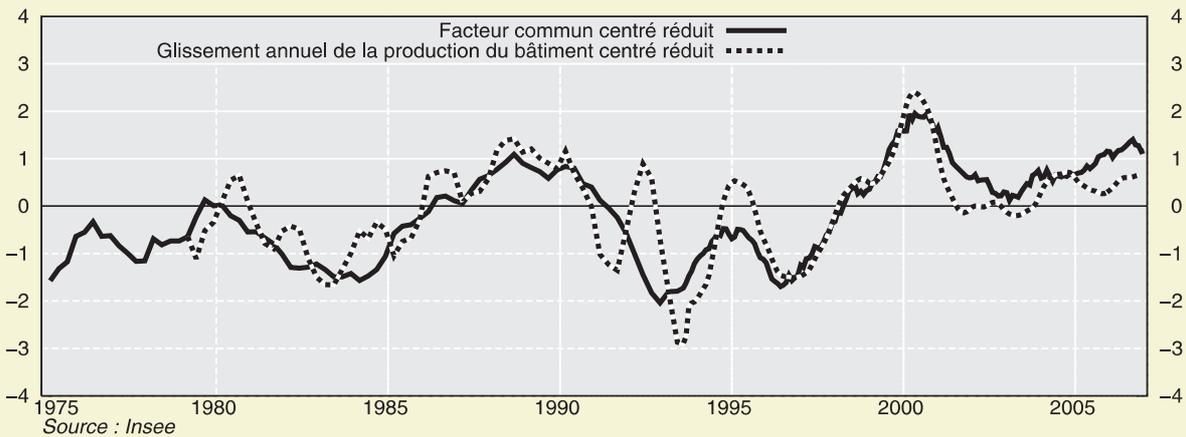
* La question sur les effectifs est particulièrement proche du facteur commun. Elle donne une bonne approximation de l'information commune.

* La composante spécifique aux carnets de commandes se distingue particulièrement en période de haut et de bas de cycle (comme en 1989 ou en 1993). À la fin des années 80, le facteur commun semble durablement supérieur au solde sur les carnets, témoignant d'un décalage entre la vision optimiste du marché (euphorie de la bulle immobilière) et la demande, telle qu'elle apparaît dans les carnets de commandes. À l'inverse, en 1993, les entrepreneurs sont globalement pessimistes. Le facteur commun s'établit alors en dessous du jugement sur leur carnet de commandes, ce qui peut s'interpréter comme une demande moins mauvaise que celle que laissent envisager les réponses des entrepreneurs sur l'activité et l'emploi.

* La question sur les capacités de production apparaît la plus éloignée du facteur commun. Elle est également plutôt en retard par rapport à ce facteur commun. Ce retard signalerait le délai d'adaptation des entreprises à la demande. ■

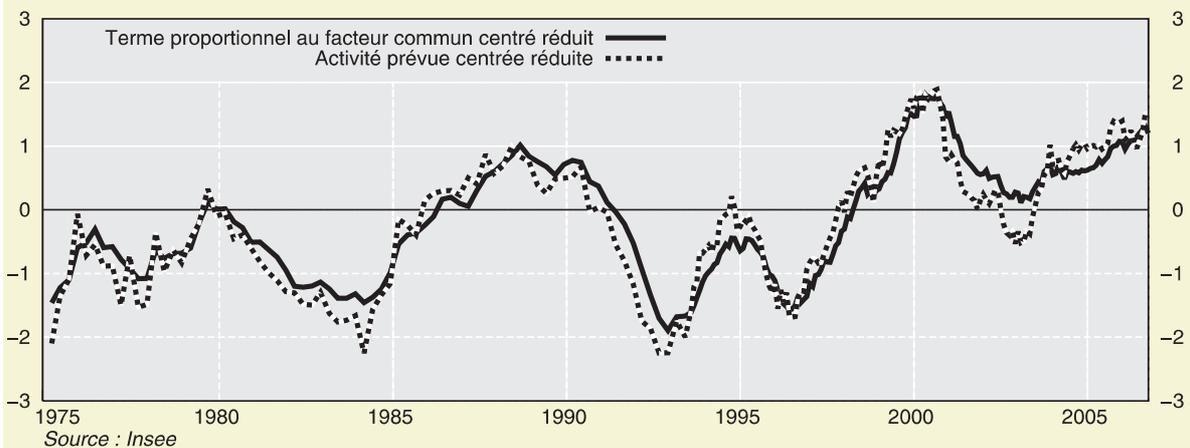
A

FACTEUR COMMUN ET PRODUCTION DANS LE BÂTIMENT



B

FACTEUR COMMUN ET ACTIVITÉ PRÉVUE DANS LE BÂTIMENT



Résultats des entreprises

Avertissement : le champ de cette fiche a légèrement changé par rapport aux Notes de conjoncture précédentes. Les entrepreneurs individuels ont été exclus du champ considéré ici. En effet, au contraire des autres entreprises, leurs résultats d'exploitation contiennent, au même titre que la masse salariale, des éléments de rémunération du travail, en l'espèce celui fourni par les entrepreneurs individuels eux-mêmes. Dans ces conditions, le concept de « taux de marge » perd de sa pertinence pour les entrepreneurs individuels et c'est pourquoi on a jugé préférable de les exclure du champ de cette fiche.

Après deux années d'effritement continu, le taux de marge (excédent brut d'exploitation / valeur ajoutée) des sociétés non financières s'est stabilisé autour de 30 % en 2006. Le regain de dynamisme de l'économie aura permis aux entreprises de bénéficier d'une accélération cyclique des gains de productivité.

Au premier semestre de l'année 2007, le taux de marge se redresserait légèrement. Les gains de productivité ralentiraient et redeviendraient inférieurs à la hausse des salaires, mais la baisse des prix de l'énergie entraînerait une amélioration des termes de l'échange faisant plus que compenser le ralentissement des gains de productivité.

(1) Le taux de marge mesure la part de la valeur ajoutée qui rémunère le capital. Sa variation se décompose de façon comptable entre :

- les évolutions de la productivité (Y/L) et du ratio du prix de la valeur ajoutée au prix de la consommation (P_{va}/P_c), qui jouent positivement ;
- les évolutions du salaire moyen par tête réel (SMPT/P_c) et du taux de cotisation employeur (W/SMPT), qui jouent négativement.

Cette décomposition (cf. dossier de la note de conjoncture de juin 2003) est synthétisée dans l'équation suivante :

$$TM = \frac{EBE}{VA} \approx 1 - \frac{W \cdot L}{Y \cdot P_{va}} = 1 - \frac{L}{Y} \frac{W}{SMPT} \frac{SMPT}{P_c} \frac{P_c}{P_{va}}$$

Le niveau du taux de marge des sociétés non financières est plus faible en base 2000 qu'en base 1995. En effet, les consommations intermédiaires des SNF incluent dorénavant des consommations en services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM) et sont donc revues à la hausse. Comme les coûts d'exploitation restent inchangés, la valeur ajoutée diminue. Enfin, l'excédent brut d'exploitation varie du même montant que la valeur ajoutée. Par conséquent, le taux de marge baisse.

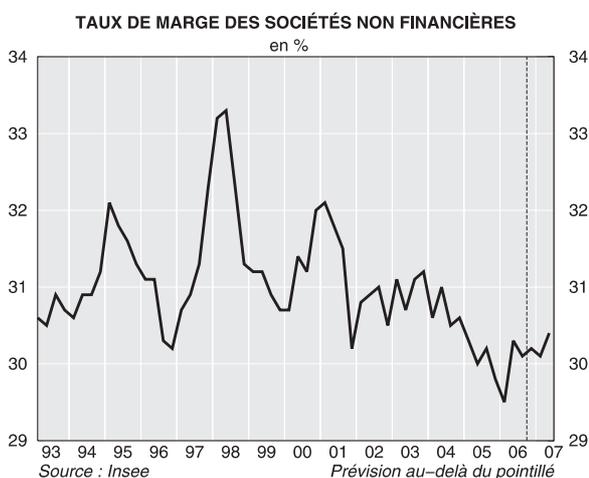
Un taux de marge stabilisé en 2006

Sur le champ des sociétés non financières (SNF), la valeur ajoutée a été nettement plus dynamique en 2006 que l'année précédente, augmentant de 2,9 % après +1,2 % (cf. tableau 1). Comme c'est le cas habituellement en phase de reprise, les entreprises se sont montrées prudentes en termes d'embauches, n'ajustant que partiellement leur emploi et réalisant ainsi de forts gains de productivité. Les coûts salariaux sont toutefois restés dynamiques, avec une hausse du salaire moyen par tête dans les SNF de 3,4 % en 2006 après +2,8 % en 2005. Cette hausse, jointe au ralentissement des prix de consommation au second semestre, a entraîné une accélération du salaire par tête réel.

Au total, les gains de productivité ont globalement compensé la progression des salaires réels, leurs contributions respectives à l'évolution du taux de marge⁽¹⁾ en 2006 étant de +1,2 % et -1,3 %. Les autres facteurs ont peu contribué à l'évolution du taux de marge l'année dernière. À partir du deuxième trimestre, celui-ci s'est stabilisé autour de 30,2 % (cf. graphique 1).

Au premier semestre de 2007, un léger redressement du taux de marge des SNF

Au premier semestre de 2007, le salaire moyen par tête resterait dynamique (l'acquis de croissance à fin juin serait de +2,6 %). Dans le même temps, les prix de consommation ralentiraient net-



tement, du fait de la baisse des prix de l'énergie, permettant une accélération du salaire réel. L'activité n'accélérant plus, les effets du cycle de productivité ne se feraient plus guère sentir et les gains de productivité ralentiraient légèrement.

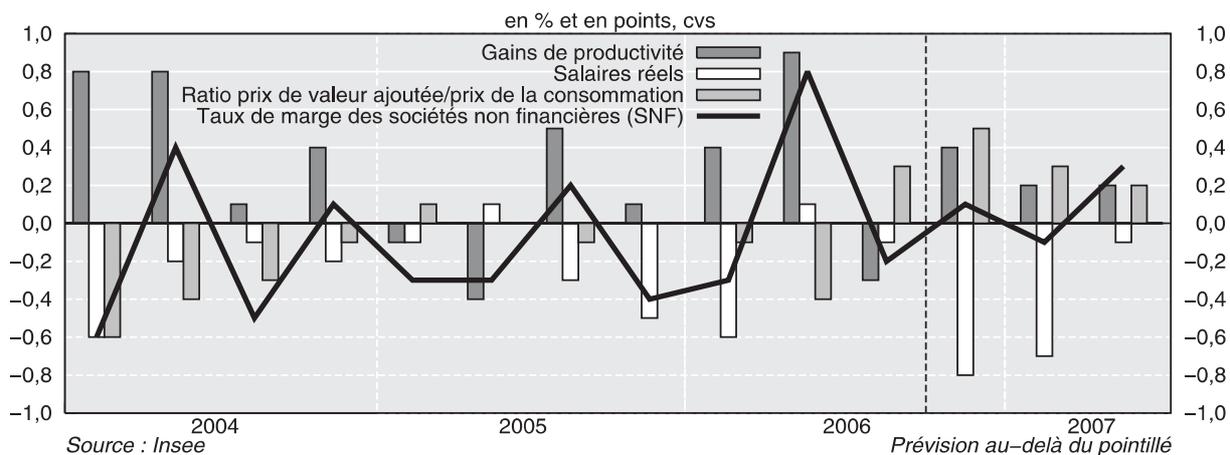
Par ailleurs, la baisse des prix de l'énergie n'aurait pas le même effet sur les prix de la valeur ajoutée que sur les prix de consommation. En effet, alors que les prix de consommation, directement affectés par l'évolution des prix énergétiques, progresseraient de manière ralentie, les entreprises ne répercuteraient pas immédiatement la baisse des

prix énergétiques sur leur prix de vente et les prix de valeur ajoutée seraient dynamiques. Le ratio du prix de la valeur ajoutée au prix de la consommation (« les termes de l'échange ») se redresserait donc nettement et contribuerait positivement à l'évolution du taux de marge.

Ainsi, malgré un ralentissement des gains de productivité, le redressement du ratio du prix de la valeur ajoutée au prix de la consommation au premier semestre de 2007 permettrait une légère hausse du taux de marge. ■

2

CONTRIBUTIONS À LA VARIATION DU TAUX DE MARGE



Décomposition du taux de marge des SNF*

en %

	Variations trimestrielles								Variations annuelles				
	2005				2006				2007		2005	2006	2007 acquis
	1 ^{er} T.	2 ^e T.	3 ^e T.	4 ^e T.	1 ^{er} T.	2 ^e T.	3 ^e T.	4 ^e T.	1 ^{er} T.	2 ^e T.			
Taux de marge (en niveau)	30,3	30,0	30,2	29,8	29,5	30,3	30,1	30,2	30,1	30,4	30,1	30,0	30,3
Variation du taux de marge	-0,3	-0,3	0,2	-0,4	-0,3	0,8	-0,2	0,1	-0,1	0,3	-0,6	-0,1	0,3
Contributions à la variation du taux de marge													
<i>des gains de productivité</i>	-0,1	-0,4	0,5	0,1	0,4	0,9	-0,3	0,4	0,2	0,2	0,4	1,2	0,7
<i>du salaire par tête réel</i>	-0,2	0,1	-0,3	-0,4	-0,7	0,2	-0,1	-0,9	-0,7	-0,1	-0,6	-1,3	-1,4
<i>du taux de cotisation employeur</i>	0,1	0,0	0,0	-0,1	0,1	-0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0
<i>du ratio du prix de la valeur ajoutée et du prix de la consommation</i>	0,1	0,0	-0,1	0,0	-0,1	-0,4	0,3	0,5	0,3	0,2	-0,3	-0,2	0,9
<i>Autres éléments</i>	-0,2	0,0	0,1	0,0	0,0	0,2	-0,1	0,0	0,1	0,0	-0,3	0,2	0,1
Rappel													
Valeur ajoutée des branches principalement marchandes aux prix de 2000	0,0	-0,5	0,9	0,4	0,9	1,8	-0,3	0,8	0,5	0,5	1,2	2,9	1,9
Emploi des ENF	0,2	0,1	0,1	0,2	0,2	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,5	0,9	0,7
Salaire moyen par tête	0,7	0,3	0,9	0,9	1,5	0,2	0,4	1,2	1,2	0,4	2,8	3,4	2,6
Prix de la consommation	0,4	0,5	0,5	0,2	0,3	0,5	0,1	-0,3	0,1	0,2	1,8	1,2	0,2
Prix des consommations intermédiaires	0,3	0,8	0,9	1,1	0,6	0,9	0,6	0,1	0,3	0,4	3,2	3,1	1,2
Prix de production	0,4	0,7	0,7	0,7	0,4	0,5	0,6	0,3	0,4	0,5	2,4	2,2	1,4
Prix de la valeur ajoutée	0,5	0,5	0,3	0,2	0,1	-0,1	0,6	0,5	0,6	0,6	1,2	0,9	1,7

■ Prévision

* SNF : Sociétés non financières

Source : Insee